

Première crisette au sein de la suédoise

FORMATION Wouter Beke, le président du CD&V, a quitté la réunion plénière fâché

- ▶ Les négociateurs se sont quittés vers 21 heures.
- ▶ Le dossier Arco avait déjà crispé les esprits.
- ▶ La discussion sur la fiscalité a dégénéré en affrontement entre le CD&V et le VLD.

C'est leur première vraie crisette : les négociateurs des quatre partis en quête de coalition suédoise sont dans la dernière ligne droite, la ligne d'arrivée clairement en vue. C'est donc à ce moment qu'interviennent les réelles crispations et musculation, chaque partenaire tentant d'obtenir d'ultimes concessions.

Les négociateurs se sont quittés sur le coup de 21 heures : jusque-là, rien de surprenant. Mais on apprend rapidement dans la foulée que le président du CD&V, Wouter Beke, a quitté la réunion fâché. On nous le confirme à plusieurs sources.

La tension était déjà palpable entre le CD&V et le VLD depuis plusieurs jours. Elle est montée de quelques crans mardi matin, lorsque les négociateurs ont découvert dans le *Tijd* et *l'Echo* les grandes lignes de la solution prônée par Koen Geens dans le dossier Arco (lire page 20). « *Tout le monde s'est énervé des fuites. C'est le CD&V qui râlait le plus : ils voulaient nous faire croire que ce n'étaient pas eux qui avaient donné la note aux journaux. On n'était pas dupes.* » Le CD&V et le VL sont renvoyés la responsabilité de ces fuites. « *Dès l'entame des discussions, on a bien senti que le climat était tendu.* »

De son côté, le co-formateur Kris Peeters indiquait clairement que ce dossier Arco - un casus belli pour le CD&V - représentait une « *épée de Damoclès* » au-dessus de la tête des négociateurs. Et qu'il fallait absolument une solution pour les coopérants qui ont perdu beaucoup d'argent dans l'aventure. Le CD&V a donc déposé une proposition sur la table, mais le VLD et la N-VA n'étaient manifestement pas prêts à l'accepter telle quelle, réclamant des concessions

budgétaires de la part des chrétiens-démocrates en échange. C'est grave, Doc-teur ? « *Une piste rationnelle est sur la table* » et « *un compromis est possible* », tempèrent certains.

Ce n'est d'ailleurs pas le dossier Arco qui a provoqué la colère de Wouter Beke. Mais le chapitre « fiscalité », dont les quatre partis ont entamé, mardi, la seconde lecture, après avoir bouclé celle du chapitre « sécurité sociale ».

Selon les uns, c'est la question du « quotient conjugal » qui a mis le feu aux poudres : alors que le CD&V défendait fiscalement les familles nombreuses, nous raconte-t-on, le VLD s'est irrité et a rétorqué qu'il remettait alors en cause le quotient conjugal, auquel le CD&V (le parti le plus à gauche de la future coalition) tient fermement parce qu'il est favorable aux couples aux bas revenus. L'incident viendrait donc de là.

Mais selon les autres, c'est une autre séquence fiscale qui a mené à l'ire de Wouter Beke. « *On s'est retrouvé avec une longue note de mesures fiscales* ». « *On avait l'impression qu'elle sortait tout droit du cabinet Geens* », raconte un négociateur. Le VLD, suivi par la N-VA, est alors monté à l'offensive, bombardant le CD&V de questions de plus en plus précises sur l'ensemble des mesures du tax shift.

Exemple : la note parle de « *réformer les dépenses fiscales* ». En clair, de revoir les différents mécanismes de déduction, comme l'épargne pension. Pressés de questions par les VLD, le CD&V a pris la mouche. « *Cela a agacé Wouter Beke* », témoigne l'un. « *Le CD&V avait fait pareil pour les chapitres Pensions et Marché du travail* », rétorque un deuxième. « *On voulait juste comprendre très précisément ce que chaque phrase de la note voulait dire. C'est essentiel, pour éviter les problèmes après.* »

« *On parlait fiscalité mais cela aurait pu concerner autre chose, estime une troisième source. On sentait bien que la nervosité montait ces derniers jours entre les négociateurs CD&V et VLD. Il y a une irritation naturelle entre eux, et cela a dégénéré.* » Il semble donc que les négociateurs VLD, Gwendolyn Rutten en tête, aient adopté un ton « offensif »,

« *agressif* » disent certains, à l'égard des CD&V. Le ton est d'abord monté entre la présidente des libéraux flamands et Kris Peeters, puis à l'égard de Koen Geens, et enfin de Wouter Beke.

C'est alors que ce dernier, jusque-là très calme, a manifesté son ras-le-bol. « *Puisque c'est comme ça, je m'en vais* », a-t-il lâché avant de joindre l'acte à la parole en quittant la table. Ce qui a prématurément mis fin à la discussion sur le chapitre fiscal.

Alors : crise, crisette ? Dans l'entourage des négociateurs, on souligne que, « *depuis juillet, jamais le ton n'était monté, pas même durant la nuit de désignation du commissaire européen* ». Une première, donc. Cela va laisser des traces ? Beaucoup estiment que la sortie de Wouter Beke ne menace pas l'atterrissage des négociations. « *Mais on entre dans la phase cruciale, celle où chacun doit faire les dernières concessions, les plus difficiles, pour obtenir ce qu'il veut. Cela vaut pour tous les partis.* »

Nos interlocuteurs parlent plutôt de crisette, pas de nature à mettre un terme à l'aventure suédoise. Sur le mode : « *On a été étonnés de la réaction de Wouter. Mais il ne faut pas dramatiser* » ; « *Ce ne sera pas vraiment grave* » ; « *On pense tous qu'il va revenir dès ce mercredi. Il est sans doute aussi très nerveux à cause du dossier Arco, sur lequel il n'y a pas d'accord.* »

Reste qu'aucune réunion plénière n'est programmée aujourd'hui : place à des réunions bilatérales entre les co-for-

« Puisque c'est comme ça, je m'en vais », a lâché Wouter Beke avant de quitter les négociateurs, en pleine discussion fiscale.

mateurs et les différents présidents de parti. Officiellement, cela avait déjà été décidé avant l'incident. « *Parce qu'il a été jugé préférable de bien baliser la discussion budgétaire, préalablement entre présidents de parti* », dit l'un. « *Parce qu'il s'agit de préparer les grands paquets budgétaires et de réformes structurelles pour les derniers arbitrages, et qu'on avance mieux en bilatérales qu'en plénière* », ajoute l'autre.

On comprend, en tout cas, pourquoi, à l'entrée des négociations mardi, Charles Michel, sur un ton très Premier ministrable, a appelé chaque parti à « *être responsable et courageux* ». ■

MARTINE DUBUISSON
VÉRONIQUE LAMQUIN

casting En coulisses, l'autre négociation

En marge de la négociation sur l'accord gouvernemental, la discussion sur les postes bat officiellement son plein. Pour rappel, le poste de Premier ministre devrait revenir à Charles Michel. Le gouvernement devrait être constitué de 14 membres : 7 ministres flamands (3 N-VA, 2 CD&V, 2 VLD) et 6 ministres MR, le Premier ministre étant alors « compté » dans le quota francophone, pour la parité. Reste à répartir les portefeuilles, et là, les exigences des quatre formations se dessinent clairement.

N-VA. Bart De Wever ne fait pas mystère de ses intentions de prendre l'Intérieur (on cite souvent le nom de Jan Jambon, probable vice-Premier, pour exercer la fonction). La N-VA y adjoindrait bien l'Asile et la Migration, pour un secrétaire d'Etat. Autre demande des nationalistes flamands : les Finances (convoitées par la totalité des partis à la table), ou, à défaut, le Budget, pour Johan Van Overtveldt. Ainsi que la présidence de la Chambre (pour Sigfried Bracke). La N-VA devrait par ailleurs hériter de quelques postes de secrétaires d'Etat.

CD&V. Depuis le début, on répète que les démocrates-chrétiens flamands souhaitent garder les Finances (pour Koen Geens) et

prendre les Affaires sociales et la Santé. Soit deux compétences particulièrement convoitées. Mais le CD&V a, en tout cas, une exigence forte : il veut un portefeuille « social ». Reste à trouver une fonction pour l'actuel vice-Premier, Pieter De Crem ; d'autres le voient à la présidence du Sénat, à ce détail près : il est député et non sénateur.

Open VLD. Très en pointe à la table sur les dossiers de Santé (et d'Affaires sociales), Maggie De Block rêverait de récupérer les attributions de Laurette Onkelinx ; elle n'est pas la seule, on l'a vu. A défaut, la très populaire libérale flamande pourrait prendre les Pensions, actuellement gérées par Alexander De Croo. Ce dernier rêverait des Finances ou, à défaut, du portefeuille de l'Economie. Certains prêtent aussi au VLD l'intention de réclamer la Justice, mais les deux ministres pressentis ne se pressent pas pour exercer la compétence.

MR. Les libéraux francophones souhaitent décrocher un gros portefeuille pour leur vice-Premier, Didier Reynders. Il aurait aimé l'Intérieur, mais le département semble acquis à la N-VA, qui en fait une priorité. Quant aux Finances, pas sûr que le CD&V lâche le morceau, surtout pour Didier Reynders, pas particulièrement populaire au sein du

parti de Wouter Beke et Kris Peeters. Reste alors, parmi les « beaux » portefeuilles, les Affaires étrangères, complétées des Affaires européennes et de la Coopération au développement. Les

libéraux francophones lorgnent aussi sur les Classes moyennes ou l'Economie. Et, comme le CD&V, veulent absolument un portefeuille social – Affaires sociales, Santé, Pensions ou l'Emploi, ce dernier poste étant peu réclamé par les partis. En revanche, Justice et Défense, contrairement à ce que l'on pourrait croire (parce que Christine Defraigne et Denis Ducarme se profilent), ne sont pas les premiers choix du MR. Reste qu'il est de tradition que si l'Intérieur est exercé par un ministre flamand, la Justice le soit par un ministre francophone. Idem pour Finances et Budget ; les libéraux francophones envisagent d'ailleurs de réclamer ce dernier portefeuille, si le CD&V obtient les Finances.

L'épineux dossier de l'Energie ne suscite, pour l'heure, aucun enthousiasme. ■

Ma.D. et V.La.

MR Pourquoi Reynders sera vice-Premier

On l'a écrit ici après l'avoir recoupé à bonnes sources : malgré les rumeurs des derniers jours, Didier Reynders sera bien vice-Premier MR dans la suédoise, sous la direction du Premier ministre Charles Michel - sauf immense et ultime surprise.

Certes, certains de ses proches ont laissé entendre que Didier Reynders pourrait briguer la présidence du MR (que doit laisser Charles Michel en entrant au 16, rue de la Loi). Et Reynders lui-même a déclaré lundi, quand on l'interrogeait sur le poste de Premier ministre : « *Je n'ai jamais rien écarté.* » Comprenez : oui, le 16, j'en rêve en me rasant...

Mais c'est bien Michel, informateur puis co-formateur, qui occupera ce poste. D'autant que parmi les partenaires du MR, peu veulent de Reynders comme Premier (et sûrement pas le CD&V). En fait, si Didier Reynders devient vice-Premier, c'est au terme d'une valse à trois temps.

Premier temps. Le vice-Premier sortant le fait savoir à son président : il brigue le poste de commissaire européen. Le costume semble quasi taillé pour lui, étant donné sa longue expérience ministérielle aux Finances puis aux Affaires étrangères et son expérience européenne (à la présidence de l'Eurogroupe notam-

ment). La direction du MR est en phase avec cette ambition : Michel et ses proches ne voient pas d'un mauvais œil l'éloignement géographique de celui qui fut leur ennemi lors de la fameuse guerre

des clans. Mais voilà : en obtenant le commissaire européen, le CD&V a cassé le beau plan bleu.

Deuxième temps. Ce faisant, le CD&V a aussi renoncé au poste de Premier ministre, qui reviendra à un libéral, en l'occurrence Charles Michel – malgré les rêves de Didier Reynders. Que deviendra dès lors ce dernier ? La question est à nouveau posée. Très vite, il apparaît qu'il pourrait être

le vice-Premier MR dans la suédoise. Car Reynders serait le plus expérimenté à la table gouvernementale et le MR, seul parti francophone, aura bien besoin de sa carrure politique face à trois partis flamands ; outre que cela permet de l'impliquer dans l'aventure, plutôt que de le laisser à l'extérieur, en potentielle force déstabilisatrice pour Michel.

Troisième temps. Pour les mêmes raisons, Charles Michel et ses partisans ne souhaitent nullement le retour de l'ex-président à la tête du parti. « Personne ne le laisserait accéder à la présidence, assure même un libéral anti-Reynders, parce qu'il le ferait pour se venger et que ce serait la guerre des tranchées à la puissance 1.000. Mais Reynders vit

très mal la situation, car après l'avoir écarté de la présidence du parti en 2011, Michel, plus jeune et moins expérimenté, passerait encore devant lui pour le 16. »

Les mieux placés pour reprendre la présidence du MR restent deux proches de Michel : Willy Borsus et Olivier Chastel. ■

Ma.D.